

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 8 Avril 2004

2000-2050 : l'extension et l'approfondissement de la démocratie

(extrait du livre d'Histoire des éditions Hacheuil, classe de troisième, paru en 2054)

La montée des périls :

La chute du mur de Berlin en 1989, suivie peu après (1991) de l'effondrement de l'Union Soviétique, a semblé symboliser la victoire définitive du « capitalisme » sur le « socialisme », dont la confrontation s'était étalée sur tout le XXème siècle. La contre-utopie opposée à l'utopie soviétique s'est alors déployée sans partage (ce qu'on a appelé « la **pensée unique** ») : il s'agissait d'une foi quasi-théologique en une économie dans laquelle les ressources seraient entièrement allouées par un marché sans restriction, dans des conditions de concurrence illimitée.

La mondialisation financière, qui s'est développée de façon fulgurante, a substitué aux choix des peuples des logiques strictement spéculatives exprimant les seuls intérêts des entreprises transnationales et des marchés financiers. Elle a abouti fort logiquement à l'accroissement permanent des revenus du capital au détriment de ceux du travail, à la généralisation de la **précarité** et à l'extension de la pauvreté. Elle a généré des **inégalités** colossales, entre le Nord et le Sud de la planète comme au cœur des pays développés. De la misère et de la frustration, se sont nourris l'obscurantisme et le fanatisme, générant partout un accroissement de la **violence**.

Tout le monde faisait comme si les ressources de la planète étaient illimitées... mais l'**épuisement des réserves minières** a fini comme apparaît de plus en plus proche, à commencer par celui du pétrole, que la seule superpuissance de l'époque (les Etats-Unis d'Amérique), principale consommatrice, a cherché à contrôler, en usant de sa suprématie militaire.

Et au tout début du XXIème siècle, la communauté scientifique a détecté un phénomène entièrement nouveau : le **réchauffement de la planète**, conséquence de l'augmentation de la teneur en gaz carbonique de l'atmosphère, résultant de l'utilisation massive des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) depuis le début de l'ère industrielle. Et que les conséquences de ce réchauffement, important et rapide au regard de toute l'histoire de la vie sur terre, risquaient d'être catastrophiques (désertification, inondations, famines, ...).

Le tournant de 2010 :

Alors que les nuages s'accumulaient, plusieurs signes montraient qu'une période était en train de s'achever. A l'Organisation Mondiale du Commerce, forum de négociations créé en 1995 pour supprimer toutes les protections douanières des Etats, la mobilisation citoyenne, et l'union de pays du Sud, réussirent à mettre en échec les projets prédateurs du Nord (Seattle, Cancun). La Chine, en forte croissance, prenait conscience de la question écologique.

Mais le déclin du changement est apparu en **Europe**. A l'occasion de l'entrée en 2004 dans l'Union européenne de douze pays d'Europe centrale et orientale, il apparut que les institutions européennes n'étaient pas adaptées. L'Assemblée Européenne élue se déclara Assemblée Constituante. S'appuyant sur les traditions démocratiques partagées par l'ensemble des Etats de l'Union, sur la prise de conscience par les peuples de la gravité de la question écologique et de la question sociale (chômage, précarité), l'Assemblée échafauda une **constitution** qui établissait un partage pertinent des compétences entre les Etats et l'Union, qui décrivait les mécanismes de prise de décision et qui instituait des **contre-pouvoirs** indépendants pour se prémunir contre les abus de tout ordre (pouvoir judiciaire, médias, Université, droit d'initiative citoyenne). La Constitution Européenne fut approuvée par referendum au sein de chaque Etat membre et entra en vigueur en 2010.

Des instances de **planification démocratique** furent mises en place, qui recherchaient le plus large consensus après exploration de scénarios contrastés mais réalistes, et débat public. En raison de l'urgence, les questions relatives à l'énergie, au transport, à la recherche, à l'eau, leur furent soumises en priorité.

La production des biens et des services continua d'être répartie entre collectivités publiques (Union européenne, Etats, régions, villes) et secteur privé.

L'Union Européenne se dota d'une législation sociale (harmonisation du droit du travail), écologique et fiscale, afin d'éviter le « dumping » d'un Etat à l'autre.

L'extension en tache d'huile :

Ce que l'Union européenne était parvenue à réaliser, entre des Etats qui s'étaient souvent constitués les uns contre les autres, et qui tenaient à sauvegarder leurs spécificités, servit de référence pour la constitution de groupes continentaux, et pour l'Organisation des Nations Unies.

Au début du siècle, celle-ci était encore profondément marquée par la situation héritée de la deuxième guerre mondiale, avec un Conseil de Sécurité dans lequel cinq « membres permanents » (Etats-Unis, Grande Bretagne, France, Russie et Chine) disposaient d'un droit de veto, et une Assemblée Générale où chaque pays, quel que soit son nombre d'habitants, disposait d'une voix. Porté par le sentiment très fort du caractère unique et fragile de notre planète, et qu'il s'agissait tout simplement de se réapproprier ensemble l'avenir du monde, un mouvement populaire au niveau mondial, ponctué de « forums sociaux », se fixa pour but de **démocratiser les institutions internationales**. En 2015, une constitution mondiale fut mise en chantier. Elle a été votée par les trente premiers Etats en 2031, et à ce jour, elle a été ratifiée par un ensemble d'Etats représentant 95 % de la population de la planète.

Parmi ses premières missions figure le maintien de la paix. Sous l'égide des Nations-Unies, le conflit israélo-arabe, qui s'éternisait depuis des décennies, trouva enfin une solution, avec la reconnaissance des droits et d'un Etat d'Israël, et d'un Etat palestinien (traité de Nicosie, 2012).

En 2000, l'ONU disposait de ressources très insuffisantes. Une **taxe** sur les mouvements de capitaux et sur les ressources fossiles (2021) lui a permis de disposer de moyens d'actions adaptés à ses missions : forces de maintien de la paix, aide d'urgence en cas de catastrophe naturelle ou climatique, aide au développement, ... En particulier, l'ONU a beaucoup aidé les pays autrefois dits « sous-développés » (essentiellement les pays qui avaient été sous domination coloniale) à construire des services publics (formation, eau, santé, transports, ...) et à instituer une réelle démocratie.

La Chine, qui était devenue l'atelier du monde, mais qui avait pris assez tôt conscience des risques que lui faisaient prendre la dépendance énergétique, s'intéressa de près aux expériences européennes de maîtrise de l'énergie, et cessa de s'inspirer du mode de développement occidental symbolisé par la circulation automobile, pour au contraire chercher à satisfaire de façon durable les vrais besoins. Elle entreprit de démocratiser ses institutions, non sans mérite, compte tenu de l'immensité du pays, et de l'absence de tradition démocratique. Peu à peu, avec prudence, elle institua des mécanismes de contre-pouvoir, et au milieu du siècle, elle pouvait être considérée à juste titre comme une démocratie pleine et entière.

D'autres blocs continentaux ont subsisté (comme l'Inde), ou se sont constitués, comme le monde arabe (la passerelle avec l'Europe étant assurée par la Turquie, intégrée dans l'Union européenne en 2013), l'union africaine (qui a connu un net redressement, après avoir réussi à donner un coup d'arrêt aux maladies), l'Amérique du Centre et du Sud.

Les anciens champions de la « guerre froide », Etats-Unis d'Amérique et Russie, ont connu, l'un un déclin rapide, l'autre une pénible stagnation : le premier, qui a longtemps vécu au-dessus de ses moyens, n'a pas su percevoir à temps la nécessité d'un développement plus sobre, et a du mal à rembourser ses dettes ; le second, parce qu'il n'avait jamais connu d'élections réellement libres, et à cause de la présence de maffias incrustées dans tout le corps social. L'un et l'autre bénéficièrent de programmes d'aide de l'ONU.

Pour copie conforme : J-P A

Et vous, comment voyez-vous la période 2000-2050 ? Envoyez vos textes à jean-paul.alletru@wanadoo.fr

« Citoyen du monde à Montrouge » publiera les meilleurs.

Bonne nouvelle : les Français expriment massivement leur rejet de la mondialisation capitaliste

Au deuxième tour des élections régionales, la gauche a recueilli plus de 50% des voix, tandis que la droite en obtenait 37%, et l'extrême-droite moins de 13 %, l'abstention étant limitée à 33%. La gauche devient majoritaire dans plus de la moitié des départements. Il semble que les dirigeants de gauche aient compris qu'ils doivent cette **situation sans précédent** non pas tant à leurs propositions qu'au rejet massif par les Français de la mondialisation capitaliste dont le gouvernement Raffarin fut le serviteur zélé. « Le PS », a déclaré François Hollande, « doit se consacrer pendant au moins un an, à bâtir des propositions, et surtout accueillir les idées qui nous seront présentées par les acteurs sociaux et les forces intellectuelles ». *Aux mouvements associatifs et citoyens de saisir cette opportunité ! Il y a à faire !*

La tentative de la droite de se rassembler en un parti unique a échoué. Jean-Pierre Raffarin avait vendu la mèche : « Notre modèle, en France, c'est le Parti populaire espagnol », avait-il affirmé. M. Aznar avait unifié toutes les composantes de la droite espagnole : démocrates-chrétiens, libéraux, « centre droit », jusqu'à l'Allianza popular, **d'origine franquiste**, dont il était issu.

Néanmoins, la droite dispose des moyens de poursuivre son action destructrice au gouvernement. Chirac, qui n'a pas plus aujourd'hui qu'hier de boussole, sauf pour faire la politique du patronat, a reconduit un Raffarin démonétisé, pour lui faire endosser l'échec prévisible aux élections européennes, et l'impopularité de la réforme de l'assurance-maladie. Bien que Sarkozy -Zorro n'ait pas sauvé Copé de la défaite en Ile-de-France, il a été chargé de la mission impossible de réduire le déficit, diminuer les impôts et lâcher du lest (donc augmenter les dépenses). *Encore trois ans de Chirac, ça va être long !...*

Les conseils généraux et régionaux, fussent-ils de gauche, n'ont pas, en effet, les moyens de contrebalancer les effets de la politique décidée par l'Union européenne et le gouvernement français. L'Etat dispose d'un budget de 278 milliards d'euros, les régions, de 13 milliards d'euros seulement. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, les départements disposent de beaucoup plus de moyens que les régions.

Curieusement, les élections régionales et cantonales (ces dernières visent, comme leur nom ne l'indique pas, à constituer l'exécutif du département, baptisé ... conseil général ; elles ne portent que sur la moitié des cantons) ont un lieu alors qu'on ne sait pas exactement ce que vont être leurs **attributions**, qui devraient être élargies, ni les **moyens correspondants** : le parlement devrait en décider prochainement. Les régions sont responsables de la construction des lycées, elles doivent se voir confier la gestion des œuvres et des bourses universitaires ; elles devraient obtenir de nouvelles prérogatives culturelles, de nouvelles compétences en matière de gestion de l'eau, ainsi que la gestion des infrastructures portuaires et aéroportuaires. Les départements verront leurs compétences sociales nettement renforcées : gestion du RMI et du RMA, construction et entretien des routes nationales. Les élus de gauche contestent le transfert au gouvernement de 96 000 fonctionnaires techniques des collèges au département, et des lycées aux régions. Le gouvernement s'est engagé à compenser les charges nouvelles correspondantes, mais « la mise au point des modalités précises a pris du retard »...

Le PS s'est engagé à créer, dans les régions, **100 000 « emplois-tremplins »** (services aux personnes dans les secteurs de la santé, de la dépendance et de l'environnement) ; et à faire des **éco-régions**, en encourageant les **énergies renouvelables**, en faisant de la gestion des déchets et de la lutte contre le bruit des priorités. Des « forums de suivi et d'évaluation des engagements pris devant les électeurs » devront être organisés. *A suivre, donc !*

Devinette : Qui a dit : « La France veut que cesse un régime économique dans lequel les grandes sources de la richesse nationale échappent à la nation, où les activités principales de la production et de la répartition se dérobent à son contrôle, où la conduite des entreprises exclut la participation des organisations de travailleurs et de techniciens, dont cependant elle dépend. Il ne faut plus que l'on puisse trouver un homme ou une femme qui ne soient assurés de vivre et de travailler dans des conditions honorables de salaire, d'alimentation, de loisirs, d'hygiène et d'avoir accès au savoir et à la culture » ?

1- François Mitterrand ; 2- Jacques Chirac ; 3- Pierre Mendès-France (réponse en page 4)

La fin du pétrole : c'est dès maintenant qu'il faut s'y préparer. Realpolitik, marchand d'armes, presse...

Yves Cochet annonce la « pétro-apocalypse » : « dans quelques années, la production de pétrole déclinera tandis que la demande ne cesse de croître. Nous pouvons seulement espérer amortir ce choc, à condition que cette perspective proche devienne dès aujourd'hui le repère unique d'une **mobilisation générale de nos sociétés**, imposant des conséquences drastiques dans tous les secteurs sous peine de chaos. Nous devons appeler les **Nations-Unies** à convenir aujourd'hui d'un accord fondé sur les objectifs de garantie, pour les pays pauvres, d'importer encore un peu de pétrole; d'interdiction de tirer profit de la pénurie pétrolière; d'incitation aux économies d'énergie; de stimulation des énergies renouvelables. Chaque Etat réglementera les importations et exportations de pétrole; aucun pays exportateur ne produira plus de pétrole que ne lui permet son taux de diminution annuel scientifiquement calculé, chaque Etat réduira ses importations de pétrole à un taux de diminution mondial convenu. **Nos prochains élus européens** devraient s'attacher en toute priorité à réaliser localement les objectifs de ce projet en organisant sur leur territoire la **décroissance pétrolière**. A défaut le rationnement viendra du marché par l'escalade prochaine des prix du pétrole, puis, par propagation de l'**inflation**, le choc atteindra tous les secteurs. A bientôt 100 dollars le baril, ce ne sera pas un simple choc pétrolier, ce sera la fin du monde tel que nous le connaissons. » (*Le Monde* 1/4/2004)

Si on n'était pas convaincu par ce qui précède, quelques informations récentes :

Les réserves de pétrole de **Shell** encore revues à **la baisse**, de près de 500 millions de barils équivalent-pétrole. (*Le Monde* 20/3)

L'OPEP (organisation de pays exportateurs de pétrole) a confirmé sa décision de **réduire de 1 million de barils par jour** sa production à partir du 1^{er} avril. L'Agence internationale de l'énergie redoute que le prix du pétrole handicape la croissance. (*Le Monde* 2/4)

Les cours des matières premières, comme l'acier, le nickel, le platine ou le cuivre, flambent. Le prix du pétrole approche des **40 dollars le baril**. La demande fortement croissante de la Chine entraîne une raréfaction de l'offre. L'économie mondiale doit s'habituer à vivre avec des matières premières très chères, des goulets d'étranglement de production, voire certains risques de pénurie. « Il faut remonter au premier choc pétrolier de 1973, et à la flambée des matières premières qui l'avait accompagné, pour retrouver une situation comparable » estime l'investisseur Jim Rogers, qui pronostique que « cette hausse des prix devrait être longue, le temps d'augmenter les capacités de production, notamment minières », *et donc n'imagine d'autre solution que la fuite en avant ! Qui aurait pour conséquence évidente de raccourcir encore le délai avant l'épuisement complet, inéluctable, des ressources !* (*Le Monde* 24/3)

La **Chine** est le 2^{ème} consommateur mondial, derrière les Etats-Unis. D'ici à 2025 ses besoins doubleront, passant de 5,4 à 10,9 millions de barils par jour. Alors que ses propres champs pétroliers s'épuisent, la Chine n'aura d'autre choix que d'acheter massivement à l'étranger. Washington s'inquiète de ce que la Chine finance en partie ses acquisitions pétrolières par des **livraisons d'armes**. (*Le Monde* 18/3) *A rapprocher de cette autre information* : Paris, contre Washington, prône la levée de l'embargo sur les armes imposé à Pékin. (*Le Monde* 12/3) *Effrayante Realpolitik !*

Surtout si on fait le lien avec ceci : **La presse française, dans sa grande majorité, est sous le contrôle des marchands d'armes** (dont Chirac est un grand ami)!

Non seulement *Le Figaro* passe entre les mains du constructeur des Mirage, mais aussi *l'Express*, l'*Expansion*, l'*Etudiant*, le *Progrès*, le *Dauphiné Libéré*, la *Voix du Nord*, en tout 70 publications. Le groupe Dassault a conclu un accord avec les héritiers de Robert Hersant, et a racheté la Socpresse. Serge Dassault est l'une des toutes premières fortunes de France (loin derrière Liliane Bettancourt, mais loin devant tous les autres).

Marcel Dassault, père de Serge, était ami d'Abel Chirac, père de Jacques, et a aidé Jacques (en finançant L'essor du Limousin) à conquérir un siège de député à la fin des années 1960. Devenu premier ministre, Jacques Chirac aide - sans succès- Marcel Dassault, pour conquérir le « marché du siècle » contre les Américains, 350 avions de combat pour les forces atlantiques, affaire qui se soldera par un scandale politico-financier. En plein choc pétrolier, le chef du gouvernement va engager une intense politique de coopération avec l'Irak de Saddam Hussein, dont l'industriel Dassault va largement profiter. Et en 1986, Jacques Chirac premier ministre de

cohabitation, soutient efficacement Serge Dassault pour qu'il devienne président de Dassault Aviation, contre l'avis du ministre de la défense...

Nous voici loin du programme du Conseil National de la Résistance : « assurer la liberté de la presse, son honneur, et son indépendance à l'égard de l'Etat, des puissances d'argent et des influences étrangères ». Ohé, les gaullistes ! Où êtes-vous passés ?

A lire dans *Silence* d'avril 2004 le scénario **Negawatt** sur les économies d'énergie, et un article passionnant sur le pétrole d'Alain Dorange (Verts).

Monde : résistances contre le pillage sans vergogne

L'ONG britannique Global Witness dénonce une « épidémie mondiale de scandales financiers avec des milliards de dollars de revenus non comptabilisés dans certains des pays les plus pauvres du monde » : le quart des revenus de l'Etat disparaît en Angola, le compte personnel à l'étranger du président de la Guinée Equatoriale est directement approvisionné par les **compagnies pétrolières**, la Société nationale des pétroles du Congo réalise des millions de dollars de profit, sans en reverser un centime à l'Etat... Royalties, taxes et « bonus » versés lors de la découverte de nouveaux champs pétroliers, sans parler des prêts gagés sur le futur pétrole à extraire du sous-sol qui obèrent l'avenir sur vingt ou trente ans, tout s'évapore au bénéfice de quelques privilégiés, le plus grand nombre ne tire guère avantage des richesses naturelles du pays. Global Witness demande « qu'il devienne obligatoire pour les sociétés de publier leurs versements aux Etats ». *C'est bien le moins ! (Monde 25/3)*

Les Amis de la Terre France lancent une campagne pour l'adoption par la Banque mondiale des mesures suivantes concernant les projets d'**exploitation minière** et d'énergies fossiles : obtention du consentement des populations concernées, respect des droits humains, arrêt de leur financement d'ici à 2008, et appui aux énergies renouvelables pour les plus pauvres. (*Le Monde 24/3*)

Le Brésil et l'Argentine font front commun face au **FMI**. Ils sont soutenus par la Banque interaméricaine de développement. (*Le Monde 18/3*)

La dette de l'Argentine est passée de 7,8 milliards de dollars en 1975 à 170 milliards de dollars en 2002. Le ministre de l'économie a annoncé son intention de négocier la restructuration de la dette d'une manière « moins amicale avec les marchés ».

Berlin soutient l'initiative française d'une **organisation mondiale de l'environnement** au sein des Nations Unies.

Chine : la croissance économique est freinée par le **manque d'eau**. Les ressources en eau par habitant ne s'élèvent en Chine qu'au quart de la moyenne mondiale. La Chine a prévu d'investir 7 milliards d'euros pour construire des stations d'épuration.

Les Chinois ont construit 30 000 km d'**autoroutes** en dix ans, les Indiens à eu près le tiers.

Les Etats-Unis proposent à l'ONU une résolution reprochant à la Chine de n'avoir pas tenu ses engagements de décembre 2002 sur les **droits de l'homme** (arrestation de militants ou d'avocats). La France pourrait voter cette résolution.

10 000 condamnés à mort seraient exécutés chaque année en Chine.

Congo : la renaissance de la province du Katanga, où gisent 70% des réserves mondiales de **cobalt**, et d'importantes quantités de **cuivre**, de diamants et d'or, profite aux compagnies minières mais pas à la population. L'insécurité continue de régner en brousse, où des actes de barbarie font régner la terreur. Plus de 10 000 combattants autrefois armés par les belligérants congolais mais à présent livrés à eux-mêmes circulent dans le nord de la province. Leur impunité est totale. A Kinshasa, d'anciens rebelles impliqués dans des crimes de guerre et de **nombreuses atrocités** sont désormais ministres.

Une hausse récente de la demande de cobalt par les industries de pointe, notamment l'aéronautique et la téléphonie portable, provoque une envolée des cours, qui ont triplé en un an. Cette flambée et l'installation au Katanga d'entreprises privées de sécurité sud-africaines pour protéger les concessions minières ont eu raison des réticences des investisseurs étrangers. Le géant minier American Mineral Field annoncé la reprise imminente de ses activités au Katanga.

George Forrest, homme d'affaire belge, grand bâtisseur d'usines à travers le monde, a profité de la descente aux enfers de l'ex-Zaïre, en 1990, et de la faillite de l'entreprise publique congolaise Gécamines pour investir dans le secteur minier. Gécamines croule sous les dettes et tente une périlleuse restructuration, soutenue par la Banque mondiale, au prix de 10 000 suppressions d'emplois (sur 20 000).

L'extraction d'**uranium** a repris, de façon artisanale, depuis 1997, en République démocratique du Congo. Le minerai est mis en circulation hors de tout contrôle, ce qui inquiète les américains. En janvier, le président Joseph Kabila a interdit l'accès de la mine aux mineurs. Deux mois plus tard, la mesure est restée sans effet.

Europe

La Commission européenne exige plus de transparence sur le site **nucléaire** britannique de Sellafield. Les experts communautaires tentent en vain depuis 1991 (!) d'obtenir des informations précises sur le combustible irradié, dont du plutonium, qui y serait entreposé.

Chacun des Etats membres de l'Union européenne doit transmettre à Bruxelles son plan en vue de réduire les émissions de **gaz à effet de serre**. De nombreuses entreprises s'inquiètent des éventuelles conséquences économiques d'un cavalier seul européen, car les Etats-Unis et la Russie n'ont toujours pas ratifié le traité. En France, le gouvernement négocie avec les entreprises, en tenant à l'écart les associations Greenpeace et WWF.

Espagne : Quoiqu'on puisse penser de José Maria Aznar (qui a raté sa sortie, - et de quelle façon !-, en voulant exploiter au profit de son camp l'émotion suscitée par l'attentat de Madrid), il faut saluer le fait qu'il avait choisi de se retirer, à 51 ans, de la vie politique. *Ce qui devrait être une attitude ordinaire et banale est en fait rarissime : les hommes politiques, de quelque bord qu'ils soient, ne font-ils pas une « carrière », n'agissent-ils pas comme s'il s'agissait d'un « métier » ? N'est-il pas choquant de parler de « classe politique », pour la distinguer de la « société civile » ? Il devrait y avoir rotation des responsables politiques, et surtout un contrôle étroit des citoyens pendant leur mandat.*

Russie : Les attaques **racistes** se multiplient en Russie. Le pays compte aujourd'hui 50 000 skinheads, le mouvement est en plein essor.

Grande-Bretagne : **Realpolitik** : Tony Blair réhabilite le colonel Kadhafi et espère un « nouveau partenariat » avec Tripoli. La réconciliation entre Londres et Tripoli sera une bonne affaire pour les firmes britanniques. Shell a annoncé son retour après 12 ans d'absence. Shell a signé un accord de partenariat à long terme dans l'exploration et la production de pétrole et de gaz.

Allemagne : **temps de travail** : Précurseurs de la semaine de 35 heures dans les années 1990, les entreprises allemandes de la métallurgie, de l'automobile et de l'électronique ont entamé récemment un mouvement de **retour aux 40 heures** hebdomadaires, du moins pour leurs salariés « hautement qualifiés » travaillant dans la recherche, le développement, la planification de la production ou la formation.

L'accord salarial de branche signé en février entre le patronat et IG Metall dans l'Etat du Bade-Wurtemberg prévoit la possibilité de porter à 50 % (contre 18 % auparavant) les effectifs d'une entreprise la part des salariés travaillant à 40 heures, avec augmentation salariale mais sans prime d'heure supplémentaire.

En vertu de cet accord, DaimlerChrysler va étendre la semaine de 40 heures à 21 000 salariés en Allemagne.

En revanche, Deutsche Telekom met en place une **réduction du temps de travail** : 120 000 salariés du groupe, soit un sur deux environ, vont passer à la semaine de 34 heures -payées 35,5- au lieu de 38 payées 38. Cela permettra de geler les licenciements jusqu'à fin 2008, et de dégager des postes de travail pour les salariés en reconversion.

La réforme des **retraites** a été adoptée en Allemagne : passage progressif de la préretraite de 60 à 63 ans. Les années d'étude seront exclues du calcul des droits à la retraite, et les années de formation professionnelle ne seront prises en compte que jusqu'à trois ans maximum.

Une première **centrale géothermique** a été inaugurée dans la région du Mecklembourg. Elle a une puissance électrique de 2,1MW et peut fournir du courant à 500 habitations. Elle est alimentée par une nappe d'eau chaude à 98 °C située à 2250m de profondeur. Après production d'électricité, l'eau qui reste à une température

supérieure à 70°C est utilisée par un réseau de chauffage urbain. L'installation n'a coûté que 800 000 euros. Selon le ministère de l'environnement, le potentiel géothermique du pays est énorme : il pourrait fournir 600 fois les besoins actuels en électricité. Le ministère a débloqué d'importants crédits pour améliorer le processus d'extraction de la chaleur par géothermie. (*Silence, avril 2004. Abonnement : 04 74 07 08 68 le mardi*)

M. Schröder a arbitré pour une réduction des émissions de **gaz à effet de serre** à 503 millions de tonnes d'ici à 2007, puis à 495 en 2012.

France :

Emploi : L'économie française a détruit 51 700 emplois salariés en 2003. **Il y a peu d'espoir que la situation de l'emploi s'améliore en 2004.** Selon l'Agence Pour l'Emploi des Cadres, le volume de créations d'emplois devrait encore diminuer en 2004.

Le nombre de RMistes a augmenté de 4,9% en 2003. Cette tendance touche tout particulièrement les **moins de 30 ans**.

Contrairement à ce qu'on a longtemps cru ou prétendu, le « **papy-boom** » (départ à la retraite des classes nombreuses de l'après-guerre) ne sera pas un appel d'air pour l'emploi : selon une étude de la Cegos, près de la moitié des DRH envisagent de s'organiser pour limiter leurs effectifs dans le futur, et plus des ¾ d'entre eux ont déjà engagé la démarche. Les entreprises apparaissent bien décidées à ne pas remplacer les départs. *Il faudrait donc poursuivre la réduction du temps de travail.*

L'enquête de la Cegos ruine aussi l'idée d'un recours accru aux **salariés de plus de 50 ans**. A peine une entreprise sur cinq déclare aujourd'hui être prête à recruter un « **quinqua** » contre un tiers en 2003. Les grandes entreprises y sont presque totalement fermées (7% seulement). *L'allongement du temps de cotisation pour obtenir la retraite à taux plein apparaît donc bien comme un moyen inavoué de réduire sensiblement le montant des retraites.*

« Les exonérations à l'embauche—généralement coûteuses pour la Sécurité sociale—n'ont pas créé d'emplois », indique l'INSEE. *Il s'agit donc bien de « cadeaux au patronat » sans contrepartie.* L'INSEE souligne, par ailleurs, la « forte baisse », de l'ordre de 100 000, du nombre de bénéficiaires d'un contrat aidé dans le secteur non marchand. Cette décru est due, pour une large part, à la fin programmée des emplois-jeunes.

256 000 chômeurs ont été radiés par les Assedic depuis janvier. L'angoisse est forte car ces sans-emploi ne pourront guère prétendre qu'à l'ASS (414 euros par mois, versés par l'Etat sous conditions). Jacques Chirac a annoncé la suspension de la réforme de **l'allocation spécifique de solidarité (ASS)** qui pénalise les chômeurs en fin de droits. Il a également assuré que le conflit des chercheurs et des intermittents allait trouver une solution.

Ecologie : Le nouveau ministre de l'écologie, Serge Lepeltier, suivra—t-il le programme du sénateur Serge Lepeltier, qui, rapporteur sur « la mondialisation et l'environnement », a écrit : « les pays développés ne peuvent plus se dédouaner, en prétendant qu'il ne leur est pas possible de combattre les pollutions si les pays en développement ne le font pas aussi. Premièrement, ce sont eux qui hébergent les industries les plus polluantes à forte intensité capitalistiques comme la chimie. Deuxièmement, ils ont la capacité de diffuser par contamination des normes environnementales poussées, car leurs entreprises ne se conduisent pas différemment au Nord et au Sud ». Il faut réclamer une organisation mondiale de l'environnement et une écotaxe internationale sur les émissions de carbone, taxer le kérosène des avions, obliger l'Organisation mondiale du commerce à accueillir des experts de l'écologie dans ses panels...

Moulinex, un cas d'école : (*à lire dans le Monde Diplomatique de mars*) Le déchaînement de la concurrence généralisée fait vivre les salariés dans une tension permanente et exténuante, tension des luttes à mort du capital. Les contraintes, qui résultent de décisions politiques prises par le GATT, l'OMC, le G7, l'Alena, le Mercosur, la Commission européenne, ..., existent maintenant, elles s'imposent objectivement aux entreprises qui le plus souvent ne les ont pas inventées même s'il y a des patrons suffisamment bêtes pour en faire l'apologie plastronnante—en général à la tête de monopoles qui ont le moins à redouter.

Il faut dire cesser d'attendre des patrons qu'ils fassent autre chose que ce que le système des contraintes structurelles où ils se trouvent placés leur commande de faire presque nécessairement. **Il faut porter le fer là où sont redessinés les structures, faites et refaites les grandes règles qui déterminent tout le reste.**

Le plus époustouflant dans cet invraisemblable scandale, c'est le besoin qu'éprouve la plus grande partie de la classe dirigeante économique d'en faire l'apologie en expliquant comme il est juste que la rémunération aille au mérite et combien sont grands les méfaits de la société du risque.

Cette classe dirigeante ne risque pas d'être contredite par la classe politique dite « de gouvernement », qui vante les charmes de la mondialisation. Les pires ne sont pas forcément du côté qu'on croit. M. Pierret, par exemple déplore que les salariés « n'ont pas compris ce qu'est ce monde de compétition, d'ouverture, de concurrence. Nous n'avons pas suffisamment, nous à gauche, fait de pédagogie pour expliquer ça. Et ce qui se passe aujourd'hui, c'est qu'on a des gens qui refusent de manière magique la réalité économique, qui, qu'on le veuille ou non, est la réalité, aussi forte que la loi de la pesanteur »... (propos tenus le ... 23 avril 2002 !)

Ile de France

La maîtrise de l'urbanisation, premier dossier du futur conseil régional d'Ile-de-France : la révision du schéma directeur de la région de 1994 devrait être lancée cette année. Il s'agit d'organiser la consommation d'espaces autour de la capitale pour éviter une urbanisation en tache d'huile : ce « mitage » qui, en éparpillant habitations et activités, est à l'origine de problèmes sociaux comme des difficultés de transports.

Frais de bouche : Le maire de Paris Bertrand Delanoë a décidé de faire appel de l'ordonnance de non-lieu rendue dans la procédure ouverte sur le fonctionnement de la questure de la Ville de Paris entre 1987 et 2000. L'enquête portait notamment sur les dépenses somptuaires d'alimentation et de réception réalisées à l'époque par Jacques et Bernadette Chirac. Le juge d'instruction a suivi les réquisitions du Parquet, qui avait estimé les faits prescrits... !

Montrouge : la gauche est majoritaire, mais perd le canton car le conseiller général sortant n'a pas fait le plein des voix de gauche

Au deuxième tour des élections régionales, Jean-Paul Huchon (gauche) a recueilli 7983 voix (51,44%), Jean-François Copé (droite) 6414 (41,33%) et Marine Le Pen (FN) 1121 (7,22%).

Au deuxième tour de l'élection cantonale, Wilfried Vincent (conseiller général sortant, gauche) a recueilli 7256 voix (46,73%), Jean-Loup Metton (par ailleurs maire, droite) 8272 (53,27%).

A Montrouge, une **vidéo-surveillance** a été mise en place par la municipalité. Une étude britannique montre les limites de la vidéo-surveillance. Selon les données recueillies entre 2000 et 2002, cela n'a jamais permis d'appréhender une personne en flagrant délit, souvent la délinquance se déplace hors du champ des caméras, tout au plus note-t-on une légère baisse des agressions physiques (-3%) mais avec une hausse des délits(+11%). Bref, il s'agit surtout de piller l'argent des contribuables. (*Silence, avril 2004*)

Associations :

réunion organisée par ATTAC Montrouge, avec la participation de l'association Tourisme et développement solidaire, le **jeudi 8 avril** à 20 h 30 à Montrouge, 6 rue Théophile Gautier, sur le thème des « **rapports Nord/ Sud** ». Réunion suivante le **4 mai**, même lieu, même heure, sur « **le logement** ».

Pour protester contre l'encombrement de vos boîtes à lettres remplies contre votre gré par les prospectus publicitaires, gardons tous ces papiers, et, le 5 juin, nous les déverserons ensemble devant la mairie : manifestation organisée par RAP, **résistance à l'agression publicitaire**, 53 rue Jean Moulin 94300 Vincennes 01 43 28 39 21 internet : antipub.net (info communiquée par une Montrougeenne)

Le CNIID (centre national d'information indépendante sur les déchets, 01 55 78 28 61, info@cniid.org, www.cniid.org), qui a lancé une campagne contre les emballages jetables, sources de gaspillage et de pollution, organise à travers la France des actions de déballage dans les supermarchés.

« L'âge de faire » est une association qui vise à créer un journal national mensuel, indépendant, grand public, au service de la nature, de l'Etre humain et des Peuples. Parmi les membres du comité de parrainage, Gus Massiah, Jean-Marie Pelt, Pierre rabhi, Jacques Testart, ... (journal@lagedefaire.org; <http://www.lagedefaire.org>)

Mathématiques modernes. « Prenez un cercle, caressez-le : il deviendra vicieux » (Ionesco, *La Cantatrice chauve*)

Réponse à la devinette de la page 2 : Aucun des trois ... L'auteur de ces propos est Charles de Gaulle, à Alger en novembre 1943... ! (**Politis, 11 mars**)

Toujours du nouveau sur le site (pertinent et impertinent) de Montbougé le journal local qui tord le cou aux idées reçues. (www.montbougé.net)

On peut aussi consulter le site <http://perso.wanadoo.fr/citoyens-a-montrouge> (et y lire notamment les anciens numéros, des notes de lecture, ...)

Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.